

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

DECEMBRE 2006

FINANCES

Les régions augmentent toutes leur TIPP

Seule une partie des transferts de compétences sera compensée
La Gazette des Communes - 04/12/2006

Le budget de la Ville de Paris pour 2007 s'élève à 6,7 milliards d'euros

M. Christian SAUTTER, adjoint (PS) au maire de Paris chargé des Finances, a présenté hier à la presse le projet de budget de la Ville de Paris pour 2007, qui s'élève à 6,7 milliards d'euros, en hausse de 1,2 % par rapport à 2006.
Bulletin Quotidien - 05/12/2006

M. Pierre RICHARD, président du comité de direction de Dexia, ancien directeur général des collectivités locales, propose un "nouveau pacte" pour maîtriser les dépenses des collectivités locales

Pour M. RICHARD, la situation d'ensemble de nos finances est préoccupante : la dette publique a été multipliée par cinq au cours des vingt-cinq dernières années pour atteindre fin 2005 plus de 1 138 milliards d'euros, soit 66,6 % du produit intérieur brut (PIB). Cependant, note le rapport, les collectivités territoriales sont faiblement endettées. La dette des administrations publiques locales (APUL) représente en effet 10 % de la dette publique totale contre près 78 % pour celle de l'Etat
Bulletin Quotidien - 12/12/2006

Maîtrise de la dépense publique locale : le mode d'emploi se précise

Chargé d'un rapport sur le pilotage et la maîtrise de la dépense publique locale, Pierre Richard, président de Dexia, défend l'idée d'une « nouvelle gouvernance » des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.
Les Echos - 12/12/2006

Décentralisation: les transferts de compétences ont accru les déséquilibres entre les collectivités

La décentralisation suscite un rejet croissant dans l'opinion. Selon un sondage Ipsos publié dans La Gazette des communes, 45 % des Français jugent aujourd'hui qu'elle est allée trop loin, 31 % estimant qu'elle a atteint un niveau suffisant et 18 % qu'elle n'est pas allée assez loin.
Le Monde - 14/12/2006

Le rapport Richard sur la maîtrise des dépenses publiques locales

Pierre Richard, président du conseil d'administration de Dexia, a remis le 11 décembre dernier son rapport sur la maîtrise des dépenses locales, qui lui avait été commandé par les ministres délégués aux Collectivités territoriales, d'une part, et au Budget, d'autre part.
La Semaine Juridique - 18/12/2006

Est-il envisagé d'étendre à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux entreprises publiques, dans le cadre des marchés publics, les dispositions de l'article 26 de la loi du 5 janvier 2006 fixant à 30 jours, à compter de la date d'émission de la facture, le délai maximum de règlement des prestations réalisées ?

Réponse ministérielle à Yvan Lachaud, JOAN, 14 novembre 2006, p. 12000, n° 104027
Le Courrier des Maires - 30/12/2006

Fixation des modalités budgétaires et comptables d'un transfert de compétence aux régions et consultation du comité des finances locales

Le décret qui fixe les modalités budgétaire et comptables permettant la mise en œuvre de l'obligation qu'ont les régions de prendre en charge les dépenses de fonctionnement et d'équipement des écoles et instituts publics de formation n'est pas un décret à caractère financier concernant les collectivités territoriales au sens de l'article L. 1211-3 du CGCT et n'avait donc pas à été soumis pour avis au comité des finances locales
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

FISCALITE LOCALE

Taxe sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage : il est urgent de ne rien faire !

Les communes ne peuvent instituer la taxe sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur que pour ceux qui sont installés sur son territoire à compter du 1er Janvier 2006. Beaucoup de communes ont cependant instauré la taxe sans tenir compte de cette contrainte, rendant ainsi cette fiscalité illégale. La loi de finances pour 2007 devrait supprimer cette limite temporelle pour le 1er Janvier 2008

La Semaine Juridique - 04/12/2006

Le rapport Valletoux, plaide pour une spécialisation des impôts

La modernisation des bases des impôts locaux est affichée comme une priorité

La Gazette des Communes - 11/12/2006

Les dispositifs conventionnels de fiscalité ont-ils encore un avenir ?

C'est sous l'impulsion des lois de décentralisation et de l'autonomie fiscale alors donnée aux collectivités, que s'inscrit la possibilité reconnue à ces dernières de mettre en œuvre avec leurs groupements des accords de partage de produits fiscaux.

La Lettre du Financier Territorial - 30/12/2006

FCTVA / TVA

Gestion de la TVA : les décisions à prendre avant le 31 décembre 2006

L'ensemble du dispositif refondu offre des opportunités de récupération rétroactives de TVA directes ou via les délégataires de service public, celles-ci étant accompagnées de gains budgétaires qui pour certaines d'entre elles peuvent encore être rattachées à l'exercice 2006, pour peu que les opérations de régularisation aient été lancées avant la fin de l'année.

La Lettre du Financier Territorial - 30/12/2006

COMPTABILITE

Convention type expérimentale de dématérialisation des délibérations et arrêts, pièces justificatives de dépenses

Convention n° 2006-1 du 18 octobre 2006 MINFEFI - Direction générale de la comptabilité publique
Le Moniteur - 15/12/2006

Forum de la performance public

Le site www.performance-publique.gouv.fr réalisé par une équipe éditoriale dédiée du MINEFI comprenant des membres de la Direction du Budget, de la Direction générale de la modernisation de l'Etat et du Service de la communication, ce site veut expliquer et illustrer, dans le contexte actuel de la réforme de l'Etat, la notion de performance publique
Revue Française de Comptabilité - 30/12/2006

Genèse de la LOLF

Une réforme en profondeur de la gestion publique et un rééquilibrage des pouvoirs du Parlement bouclés en moins d'un an
La Revue du Trésor - 30/12/2006

La production de copies de factures peut-elle être acceptée par le comptable public chargé du paiement des dépenses ?

Le comptable public a parfois tendance à manifester des exigences qui vont au-delà des règles désormais en vigueur, notamment depuis le décret n° 2003-301 du 2 avril 2003
Le Courrier des Maires - 30/12/2006

L'actualisation du référentiel comptable des établissements publics nationaux

Dans le respect du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les instructions codificatrices en matière d'information budgétaire, financière et comptable des établissements publics nationaux (EPN), dites M9, sont fondées sur un référentiel commun : le Plan Comptable Général (PCG). L'actualisation de ce dernier en matière de passifs, d'actifs, de dépréciation et d'amortissements, de comptabilisation et d'évaluation des actifs, a donc conduit le législateur à mettre à jour la réglementation comptable des EPN. C'est l'objet de l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

L'amortissement du patrimoine des collectivités locales : un exemple

La M 14 a pourtant innové en posant l'obligation de l'amortissement pour dépréciation d'une partie de l'actif des communes ou groupements dont la population est supérieure ou égale à 3500 habitants, de leur centre communal d'action sociale et de leur caisse des écoles
Revue Française de Comptabilité - 30/12/2006

Réussir son budget avec le citoyen

Les enjeux s'avèrent d'autant plus cruciaux à seize mois des élections municipales : les maires tendent de profiter au mieux des marges de manœuvre, même limitées, offertes par leur budget, tout en impliquant davantage leurs administrés dans le choix des orientations
Maires de France - 30/12/2006

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

La chasse aux dernières zones blanches est ouverte

Les initiatives se multiplient pour tenter de gommer les zones où les connexions Internet permanentes et la technologie GSM ne sont pas encore disponibles.

Le Courrier des Maires - 30/12/2006

Le casse-tête de l'évaluation

Télédéclaration d'impôts, inscription en ligne des enfants à la cantine scolaire, paiement des amendes via Internet... Les services administratifs en ligne se développent dans le monde entier. Mais comment évaluer l'impact concret de ces transformations ?

Acteurs Publics - 30/12/2006

RESSOURCES HUMAINES

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Fusion des intercos : des périmètres plus pertinents ?

La fusion de deux ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale s'inscrit, à l'évidence, dans le cadre de la rationalisation des périmètres des structures de coopération intercommunale.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/12/2006

Intercommunalité à fiscalité propre

Bilan et perspectives : rapport d'information fait au nom de l'Observatoire de la décentralisation

La Gazette des Communes - 11/12/2006

Fusions D'EPCI : L'application de la loi du 13 août 2004 suit son cours

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a introduit dans le Code général des collectivités territoriales un nouvel article L 5211-41-3 qui offre aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) la possibilité de fusionner. Si cette innovation juridique semble pertinente, elle n'en est pas moins extrêmement sensible.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

Intercommunalité et décentralisation : état des lieux et perspectives

Alors que la politique de décentralisation consiste à opérer des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales, la politique intercommunale repose, pour sa part, sur le partage de l'exercice des compétences entre les communes qui en sont détentrices au départ et les communautés qu'elles constituent entre elles.

La Revue du Trésor - 30/12/2006

METP / PPP

Profession comptable : objectif pub

Les cabinets d'audit et d'expertise comptable ont désormais le droit de faire de la publicité. La Lettre de L'Expansion a mesuré les conséquences que pourrait avoir cette décision sur l'ensemble de ce secteur. Notamment en termes de consolidation.

La Lettre de l'Expansion - 11/12/2006

Partenariats public-privé : les Anglais corrigent le tir

Près de 700 partenariats public-privé ont été signés en Grande-Bretagne depuis 1992, pour 60 milliards d'euros. Les améliorations apportées depuis par le gouvernement ont permis de gagner en efficacité. C'est ce qui ressort de l'enquête réalisée, outre-Manche, par la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP).

Le Moniteur - 22/12/2006

SEM / HLM

La création des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement : le déclin de l'économie mixte ?

La loi ENL du 13 juillet 2006, en créant les Sociétés Publiques Locales d'Aménagement, bouleverse l'économie mixte locale. L. n° 2006-872, 13 juillet. 2006, JO 16 juillet.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

Les SEM et leurs contrats

Sont attendues en droit des contrats publics de nouvelles interventions européennes, aussi bien en matière de partenariats public-privé qu'en matière de concession.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

ASSOCIATIONS

Cour des comptes et IGAS : la générosité surveillée

En 1990, l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) avait fait l'objet d'une tentative de contrôle de la part de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En vain. Le juge administratif, constatant que cette association ne percevait pas de fonds publics, avait considéré que l'IGAS avait excédé ses pouvoirs. Le contrôle avait donc été annulé. Aussi, lorsque plusieurs mois plus tard, l'affaire a finalement éclaté, le législateur s'est-il empressé de combler ce vide en confiant à la Cour des comptes le contrôle des associations faisant appel à la générosité publique".

Juris Associations - 01/12/2006

Dispositifs locaux d'accompagnement : des outils d'appui à la portée des associations d'utilité sociale

Depuis plus de quatre années, les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) soutiennent de nombreuses associations afin de favoriser leur développement économique, pérenniser leurs emplois et consolider leur activité. Présents dans tous les départements, les DLA sont devenus en peu de temps des interlocuteurs essentiels de très nombreuses associations.

Juris Associations - 01/12/2006

La charité publique pénalisée...

Ces instructions ont dévoilé qu'au-delà des quêtes qui pouvaient paraître désorganisées, il existait de véritables « réseaux » structurés.

Juris Associations - 01/12/2006

La comptabilité des libéralités

Les libéralités sont le produit de la générosité de personnes physiques ou morales. Elles prennent la forme de dons financiers, de legs ou donations ou encore de contributions en nature. Elles constituent une spécificité propre au financement des associations et fondations. À ce titre, leurs modalités de comptabilisation relèvent d'un règlement particulier du Comité de réglementation comptable : le règlement 99-01 du 16 février 1999.

Juris Associations - 01/12/2006

La difficile qualification des relations entre les collectivités publiques et les associations

Les relations entre les associations et les collectivités publiques deviennent particulièrement complexes. C'est un exercice désormais délicat, pour ne pas dire périlleux, que de tenter de distinguer les conventions de subventions : exclues des dispositifs de mise en concurrence : des délégations de service public ou des marchés publics - qui y sont soumis - avec, en cas d'erreur d'appréciation, un risque pénal à la clef.

Juris Associations - 01/12/2006

La générosité en confiance

Avec 2,5 milliards d'euros de dons apportés en 2005, les Français confirment leur générosité. Un sur dix a d'ailleurs donné pour la première fois à l'occasion de la tragédie du tsunami. Un élan sans précédent qui a soulevé de nombreuses interrogations, notamment sur l'utilisation des fonds. C'est pourquoi, plus que l'éclairage juridique, c'est la transparence qui sera à l'honneur de ce dossier : éthique, label, contrôle... Des notions obligatoirement à concilier avec l'indispensable approche marketing.

Juris Associations - 01/12/2006

Volontariat associatif : le maillon manquant entre bénévolat et salariat

Entre les 13 millions de bénévoles et les quelque 1 800 000 salariés, reste-t-il encore un peu d'espace associatif pour les futurs volontaires ? C'est en tout cas l'ambition de cette nouvelle forme d'engagement, qui constitue un des axes prioritaires de la politique sociale du gouvernement. Objectifs : « renouveler le lien social et offrir des perspectives d'avenir aux jeunes ». Des missions d'intérêt général assumées par des citoyens pour tenter d'améliorer la vie quotidienne des habitants. Le point sur un dispositif désormais opérationnel.

Journal des Maires - 01/12/2006

✚ L'accueil collectif de la petite enfance : un service public local encore facultatif

Bien que l'offre en matière d'accueil collectif de la petite enfance soit actuellement insuffisante, les collectivités territoriales, acteurs incontournables en ce domaine, demeurent libres de proposer - ou non - à leurs populations des structures d'accueil collectif. Qu'en est-il de la création et de l'organisation de ce service public local encore facultatif ?

La Semaine Juridique - 04/12/2006

✚ Dissolution : tout doit disparaître

Décision de dissolution, liquidation de créances, dévolution du patrimoine, règlement de la succession... La chronologie des actes juridiques à effectuer, lorsque la dissolution de l'association est prise (ou subie), s'apparente à un parcours du combattant. Cela explique peut-être, avec l'absence d'obligations légales en la matière, pourquoi le nombre d'organismes n'ayant jamais été officiellement dissous avoisine en France le million. Pourtant, une dissolution réfléchie permet, le cas échéant, un retour des apports aux apporteurs ou encore l'attribution du bonus de liquidation à d'autres personnes morales.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Dissolution de l'association... et après ?

Quelle qu'en soit la cause, la dissolution de l'association implique nécessairement la liquidation des biens de cette dernière. Encore dotée de la personnalité morale pour les besoins de sa liquidation, l'association dissoute va désigner un liquidateur ou le tribunal nommer un curateur. Leur mission : recouvrer les créances de l'association et régler ses dettes avant de réaliser, le cas échéant, les biens subsistants de l'association.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Faut-il déclarer et publier la dissolution de l'association ?

En matière d'association, à défaut de disposition spécifique, ce sont les régies de droit commun qui continuent à s'appliquer malgré la dissolution.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ GIP, GIE, GCS : le régime fiscal des groupements de coopération libre

Pour organiser leur coopération, un certain nombre d'organismes à but non lucratif et/ou établissements publics ont recours à la constitution de groupements: groupement d'intérêt économique (GIE), groupement d'intérêt public (GIP) ou groupement de coopération sanitaire (GCS). Face à l'importance qu'ont pris ces groupements et aux incertitudes qui demeurent sur leur régime fiscal, il apparaît intéressant de faire un point sur ces questions.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Le compte rendu financier des subventions utilisées, un an après

Les organismes de droit privé doivent présenter aux autorités administratives un compte rendu financier concernant les subventions obtenues, affectées à un projet particulier. Un arrêté du 11 octobre fixe de nouvelles régies de présentation de ce document.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Les enjeux de l'évaluation dans la solidarité internationale

Les organisations non gouvernementales (ONG), ces associations spécialisées dans la solidarité internationale, pratiquent l'évaluation depuis plusieurs années déjà. D'abord gage de crédibilité auprès des financeurs, ce travail permet également à ces organismes de mieux structurer leurs projets.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Les fonds dormants des associations en sommeil

Comme chacun le sait, la vie des associations est régie par la loi du 1er juillet 1901. Si celle-ci en règle les formalités de naissance de manière assez précise, elle est loin d'être aussi exigeante quant aux formalités administratives liées aux changements enregistrés au cours de sa vie ou à sa déclaration de fin de vie. Une situation qui engendre la création de comptes bancaires sans mouvements : les fonds dormants.

Juris Associations - 15/12/2006

✚ Liquidation d'associations : quelle fiscalité ?

Bien que les associations soient toujours plus nombreuses, certaines meurent ou disparaissent. Tant qu'une association existe et exerce son activité, elle supporte une fiscalité normale ; l'on pourrait dire qu'elle paie ses impôts jusqu'à son dernier jour. Et après ce dernier jour, la fiscalité fait encore des siennes puisqu'il faut régler la « succession ».

Juris Associations - 15/12/2006

 **Quelles sont les conditions de prise en charge des dettes d'une association dissoute ?**

Dès lors qu'une association a été chargée, sur le territoire de la commune, de la gestion d'une activité de service public administratif local, il existe un intérêt communal justifiant la prise en charge par la commune des dettes contractées par cette association. CE, 4 août 2006, n° 271964, Cne de Grimaud, à mentionner aux tables du recueil CE

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

DELEGATIONS

Les ressources tirées de l'exploitation peuvent provenir de subventions versées par des tiers à la délégation de service public

Cette décision risque d'entraîner d'importantes conséquences sur la question de la définition de la délégation de service public

La Semaine Juridique - 11/12/2006

Contrat de partenariat ou convention de délégation de service public auquel peut recourir l'Etat et RFF pour des projets d'infrastructures destinées à être incorporées au réseau ferré national

Décret n° 2006-1534 du 6 décembre 2006

Le Moniteur - 15/12/2006

Faire face à de fortes pressions

Les municipalités sont confrontées à un double enjeu : remplir les appartements de skieurs potentiels et assurer un logement aux habitants et personnels saisonniers.

La Gazette des Communes - 18/12/2006

La création des SPLA : quelles conséquences pour l'économie mixte ?

Les sociétés publiques locales d'aménagement SPLA, permettent, sous certaines conditions, d'échapper aux règles de publicité et de mise en concurrence posées par le Code des marchés publics en ayant légalement recours aux prestations "in house"

La Gazette des Communes - 18/12/2006

Sport d'hiver : à la recherche d'un nouveau modèle économique

Conçues pour accueillir un tourisme de masse, les stations de sports d'hiver doivent aujourd'hui repenser leur offre, quitte à engager des procédures de réhabilitation lourdes.

La Gazette des Communes - 18/12/2006

Vers un avenir durable

L'environnement figure désormais parmi les préoccupations des stations, qui souhaitent répondre aux attentes de leur clientèle et ne pas épuiser leurs ressources.

La Gazette des Communes - 18/12/2006

Loi sur le secteur de l'énergie

Loi n° 2006-1537 du 7 /12/2006 - JO du 8/12/2006

Le Moniteur - 22/12/2006

Contrat de partenariat et concession: approche comparative

Afin d'éclairer les collectivités dans leur choix de montages, cette fiche propose une analyse comparative de ces deux modes de gestion

Le Courrier des Maires - 30/12/2006

Négocier les aspects financiers d'une délégation de service public

La collectivité qui a choisi de recourir à la formule de la délégation pour la gestion d'un de ses services ou de ses équipements publics va devoir se placer dans le cadre des dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales issus de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993.

Le Courrier des Maires - 30/12/2006

Qualification et procédure de passation d'une délégation de service public

Une délégation de service public est dans le champ d'application de la procédure allégée prévue par l'article L 1411-12 du CGCT lorsque le montant prévisionnel de l'ensemble des sommes à percevoir par le délégataire n'excède pas 106 000 euros pour toute la durée de la convention ou 68 000 euros par an sur trois ans au plus.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

 **Veolia : mais à quoi rêve Henri Proglia ?**

Industrie : Eau, déchets, énergie, transports... Leader sur ces secteurs, le groupe a démontré la pertinence de son modèle. Il est maintenant en position pour une acquisition d'envergure.
Enjeux - 30/12/2006

DIVERS

Nouvelle procédure de mise en concurrence

Le décret du 2 août 2006 détaille la procédure de mise en concurrence pour l'attribution des concessions d'aménagement. Une mise en concurrence imposée par le droit communautaire, y compris aux sociétés d'économie mixte

La Gazette des Communes - 04/12/2006

Services publics, l'Union européenne redéfinit les frontières

Alors que les eurodéputés ont définitivement exclu les services publics non marchands, du champ d'application de la future directive sur les services (dite Bolkestein), adoptée au Parlement européen le 15 novembre, le plus difficile commerce maintenant, souligne un diplomate français à Bruxelles

La Gazette des Communes - 04/12/2006

Réforme unifiant les offices d'HLM sous un seul statut : l'OPH

Réponse ministérielle du 10 octobre 2006 - QE n° 100174 du 18/07/2006 - Réponse JO Assemblée Nationale du 10/10/2006

Le Moniteur - 22/12/2006

La mise en concurrence des concessions d'aménagement : la valse des réformes

Il existe une différence fondamentale de qualification entre le droit français et le droit européen sur la notion de «concession d'aménagement ». Pour le droit français, une concession d'aménagement est un contrat sui generis alors que pour le droit européen, la concession est soit un marché public soit une concession. Cette différence fragilise les opérations malgré la récente réforme de la loi n° 2005- 809 du 20 juillet 2005 et son décret n° 2006-959 du 31 juillet 2005.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

10 Questions sur les dons et les legs

Les dons et les legs faits aux collectivités territoriales, aux établissements de santé et aux associations sont parfois assortis de conditions ou de charges. Autorisés par décision administrative, ils peuvent être contestés.

La Gazette - Santé Social - 30/12/2006

MARCHES PUBLICS

Gare aux oublis dans les avis de publicité!

Coup sur coup, deux ordonnances de référé ont annulé des procédures de marchés pour avis de publicité incomplets. Les vices étaient purement formels et les mentions omises ne semblaient pas substantielles : ils ont pourtant conduit les tribunaux à annuler les procédures

Le Moniteur - 01/12/2006

Le concours

Mode de passation spécifique, le concours fait l'objet d'un effort global de précision

Le Moniteur - 01/12/2006

Le rôle du comptable public dans les CAO

Le comptable public doit jouer un rôle de conseil et d'assistance auprès du maître d'ouvrage

Le Moniteur - 01/12/2006

Dérogation à l'Organisation mondiale du commerce en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics

Résolution du 29 novembre 2006 (Assemblée Nationale)

Le Moniteur - 08/12/2006

Les délais des procédures

Les délais usuels des différentes procédures peuvent donc, en principe, être sensiblement réduits si la procédure est dématérialisée en tout ou partie

Le Moniteur - 08/12/2006

Marchés privés : une garantie à découvrir, la délégation de paiement

Dans les marchés privés, la loi du 31 décembre 1975 met en place un dispositif peu usité en pratique: la délégation de paiement.

Le Moniteur - 08/12/2006

Rapport d'activité de la PAPPP année 2005-2206

Document de la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat. Novembre 2006

Le Moniteur - 08/12/2006

La procédure du concours

Le concours est une procédure par laquelle le pouvoir adjudicateur choisit, après mise en concurrence et avis du jury, un plan ou un projet, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'ingénierie ou des traitements de données, avant d'attribuer à l'un des lauréats du concours un marché

La Gazette des Communes - 11/12/2006

Les PME innovantes favorisées dans les marchés publics

Les donneurs d'ordres sont incités à privilégier ces entreprises qui bénéficient notamment du crédit d'impôt recherche.

La Tribune - 13/12/2006

L'achèvement de la procédure de passation

L'achèvement de la procédure de passation suppose l'accomplissement de formalités précises qui sont les ultimes gages de la transparence de la procédure et de la légalité du marché avant la naissance effective du lien contractuel. Le Code apporte des modifications formelles qui clarifient certaines dispositions

Le Moniteur - 15/12/2006

Les nouvelles modalités de paiement du Code 2006

Dans les marchés publics notifiés depuis le 1er septembre 2006, la sous-traitance est soumise à une nouvelle procédure d'échanges prévue par les articles 112 à 117. Cette procédure met directement en relation le sous-traitant et le pouvoir adjudicateur. La procédure est plus transparente et plus rapide, mais elle est aussi plus complexe
Le Moniteur - 15/12/2006

Passation des marchés de services juridiques

Arrêt n° 286347 du 9 août 2006 - Conseil d'Etat - Association des Avocats Conseils d'Entreprises et autres
Le Moniteur - 15/12/2006

Procédure de délégation de service public

Arrêts n° 286107, 286108 du 9 août 2006 - Conseil d'Etat - Compagnie Générale des Eaux
Le Moniteur - 15/12/2006

Accord-cadre et marché à bons de commande

L'accord-cadre constitue l'une des innovations marquantes du Code des marchés publics 2006. Quant au marché à bons de commande, il est simplifié par le nouveau code.
La Gazette des Communes - 18/12/2006

Les marchés de conception-réalisation

Marché de travaux dérogatoire en raison de son caractère global, le marché de conception-réalisation est reconduit par le Code 2006. D'une utilisation délicate, ce dispositif a fait l'objet de nombreuses interventions jurisprudentielles afin de cantonner son domaine
Le Moniteur - 22/12/2006

Pouvoirs adjudicateurs : liste des marchés conclus l'année précédente

Arrêté du 8 décembre 2006 - JO du 17/12/2006
Le Moniteur - 22/12/2006

Quels outils pour la dématérialisation ?

Question JO 30/11/2006 - Réponse JO le 21/11/2006
Le Moniteur - 22/12/2006

Recensement économique de l'achat public

Arrêté du 11/12/2006 - JO du 19/12/2006
Le Moniteur - 22/12/2006

Simplification des dossiers d'appels d'offres

Question JO le 19/09/2006 - Réponse Jo le 21/11/2006
Le Moniteur - 22/12/2006

Tableaux synthétiques des procédures des marchés publics

Accord-cadre et marché de travaux
Le Moniteur - 22/12/2006

Comparaison des accords-cadres «pouvoirs adjudicateurs» et «entités adjudicatrices»

Les collectivités publiques peuvent se trouver en position d'entités adjudicatrices lorsqu'elles exploitent des activités relevant de la deuxième partie du Code des marchés publics. À cette occasion, elles bénéficient de procédures assouplies. Reste la question de savoir dans quelle mesure elles peuvent recourir à la nouvelle formule de l'accord-cadre. Du fait de sa brièveté, le nouvel article 169 n'apporte pas toutes les précisions. La comparaison avec l'article 76 permet d'apporter quelques réponses aux praticiens désireux de bénéficier des allègements offerts par le nouveau code.

La Semaine Juridique - 26/12/2006

Mise en concurrence : Quand le Code des marchés publics rencontre le droit disciplinaire

La violation des règles de mise en concurrence expose aux sanctions disciplinaires les plus sévères, quand bien même le supérieur hiérarchique en aurait-il été informé. Dans le cas présent, elle justifie le licenciement d'un agent contractuel.

La Semaine Juridique - 26/12/2006

Les modalités de paiement du marché

Les modalités de paiement du marché font l'objet de quelques adaptations, notamment en ce qui concerne les avances. Pour le reste, il s'agit surtout de simplifications formelles. Les délais de paiement, malgré l'engagement des pouvoirs publics, peinent toujours à être respectés en pratique
Le Moniteur - 29/12/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

Commission d'accès aux documents administratifs

Le bilan de l'année 2005 se caractérise pour la CADA à la fois par la poursuite des tendances de dernières années et par une perspective sensible de renouvellement
Le Moniteur - 22/12/2006

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Intelligence économique, risques financiers et stratégies des entreprises

Avis adopté par le Conseil économique et social au cours de sa séance du mercredi 27 septembre 2006
Le Moniteur - 04/12/2006

La réforme des marchés d'intérêt national

La réforme des marchés d'intérêt national met fin à un régime anachronique marqué par l'emprise de la puissance publique sur des équipements à vocation strictement économique. Elle abroge des mécanismes de protection incompatibles avec l'ouverture à la concurrence de toutes les activités économiques, ouvre la voie à la privatisation de la gestion des marchés d'intérêt national et met en œuvre les principes nouveaux relatifs à l'occupation du domaine public, en renforçant les droits des usagers.
AJDA - 04/12/2006

Polytechnique : le sursaut de la belle endormie

L'X prend son destin en main pour regagner sa place parmi les tout meilleurs campus mondiaux. L'arrivée de 1000 chercheurs et un investissement de 263 millions d'euros sur quatre ans devraient lui permettre de relever ce défi.
Le Journal des Régions - 07/12/2006

Intégrer l'humain dans le calcul de la richesse

Le Nord-Pas-de-Calais a transposé à son échelle les indicateurs de développement humain utilisés au niveau international.
La Gazette des Communes - 11/12/2006

La vallée de Saint-Amarin allie culture et activités économiques innovantes

Durement touchée par la crise textile, la communauté de communes de Saint-Amarin rebondit sur les vestiges de son patrimoine textile pour attirer des entreprises innovantes.
La Gazette des Communes - 11/12/2006

Paris veut regagner le cœur des entreprises

Pour diversifier son économie et enrayer l'érosion de l'emploi, la capitale mise sur les implantations tertiaires et fait les yeux doux aux jeunes entreprises innovantes.
Le Journal des Régions - 14/12/2006

Les pôles de compétitivité français : prometteurs mais des défauts de jeunesse à corriger, selon une analyse de KPMG SA

Le 12 juillet 2005, le Comité Interministériel de l'Aménagement et du Développement du Territoire labellise 67 pôles de compétitivité. Dix huit mois après leur mise en place, KPMG SA publie les résultats d'une étude qualitative menée, pour la première fois précise le cabinet d'audit, auprès de 40 pôles de compétitivité, représentatifs de tout le territoire français. Les interviews ont été réalisées avec 158 acteurs, représentants de la gouvernance, des entreprises, des centres de recherche et de formation de Pôles de compétitivité français. L'étude analyse les stratégies déployées par les pôles de compétitivité, la maîtrise de la conduite et du pilotage des activités de ces pôles, la prise en compte des postures des acteurs.
Bulletin Quotidien - 26/12/2006

Comment les maires peuvent-ils soutenir l'emploi local ?

Le rôle majeur joué par les maires dès lors qu'il s'agit de soutenir l'emploi sur leur territoire. Cet atelier a aussi permis de dresser un panorama des aides économiques
Maires de France - 30/12/2006

Le développement des PME en région : une mission en essor pour les pôles « gestion publique et développement économique » de l'Etat

La France a milité en faveur de cette stratégie. En effet, le développement des PME, principal creuset d'emplois, et donc garantes de la cohésion économique et sociale de nos territoires, est plus que jamais au centre des préoccupations du Gouvernement.
La Revue du Trésor - 30/12/2006

 **Les indicateurs économiques de la certification ISO 14001 en France**

Depuis la naissance du référentiel en 1997 et sa révision en 2004, le développement de cette norme s'accélère au plan mondial

Environnement Technique - 30/12/2006

 **L'intelligence économique, une politique publique au service du développement économique.
Le rôle du Trésor Public**

L'Intelligence économique : un levier incontournable du développement économique des entreprises et de notre pays

La Revue du Trésor - 30/12/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENVIRONNEMENT

Des innovations dans le traitement des boues

Un nouveau procédé est expérimenté : l'oxydation par voie humide. Des améliorations sont en cours pour les méthodes de traitement déjà connues

La Gazette des Communes - 04/12/2006

Le recyclage des déchets, un secteur où l'on peut faire carrière

Du manutentionnaire à l'ingénieur, les entreprises spécialisées dans le traitement des résidus ménagers et industriels, dynamisées par les réglementations environnementales, recrutent

Le Monde - 19/12/2006

Ovive épure les eaux industrielles et celles des collectivités

Utilisant un procédé innovant, cette société nordiste traite les eaux industrielles, et conçoit et gère des stations d'épuration. Son créateur, Amaury Bierent, a été lauréat de Nord Entreprendre (Réseau Entreprendre) en 2000.

La Tribune - 22/12/2006

Certificat d'économie d'énergie : quel intérêt pour les collectivités locales ?

Mis en place par la loi du 13 juillet 2005, le cadre juridique applicable aux certificats a été précisé par plusieurs décrets du 23 mai 2006, puis par une circulaire du 18 juillet.

Journal des Maires - 30/12/2006

L'application des nouveaux outils de gestion : retour d'expériences et analyse des démarches

La refonte des textes et des outils de gestion des sites pollués par le MEDD facilite le management des risques juridiques et financiers mais demande aussi une plus grande rigueur dans l'identification des enjeux et des impacts des pollutions de sites dans le contexte de leurs usages actuels et futures

Environnement Technique - 30/12/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

L'institut de la décentralisation présente sept propositions pour une nouvelle décentralisation

A quelques mois des élections présidentielles et législatives, l'Institut de la décentralisation constate que la "décentralisation n'a abouti qu'à la constitution d'un système semi centralisé, complexe, opaque, moins démocratique qu'on ne le dit et probablement plus coûteux qu'on ne le croit, la multiplication des niveaux dans un système territorial non hiérarchisé (...) entraînant d'inévitables doublons entre Etat, régions et départements et une inflation mal régulée des politiques publiques".

Bulletin Quotidien - 07/12/2006

Transferts de compétences : les compensations respectées

Un rapport d'information de la commission des Finances de l'Assemblée nationale rendu public hier conclut sans hésitation que, « globalement, on peut considérer que jusqu'ici, pour l'évaluation des droits à compensation, l'Etat a respecté les obligations prévues par la loi

Les Echos - 15/12/2006

Transfert des personnels TOS et DDE

Ces deux transferts de personnels ont, en effet, en commun leur ampleur et leur complexité

La Gazette des Communes - 18/12/2006

Un rapport de la Cour des comptes publié aujourd'hui se prononce en faveur d'une recomposition de la carte universitaire

La carte universitaire d'Ile-de-France : une recomposition nécessaire ", le rapport de la Cour des comptes constate qu'avec ses 362 000 étudiants, l'Ile-de-France constitue la première région universitaire, devant Londres. Pourtant, ce potentiel exceptionnel est affaibli par son éclatement institutionnel et géographique. Avec 17 universités sur 182 sites, le paysage universitaire francilien offre une carte peu lisible de formations trop nombreuses et souvent peu fréquentées.

Bulletin Quotidien - 20/12/2006

La Cour des comptes préconise un rapprochement des universités d'Ile-de-France

L'Ile-de-France compte 17 universités sur 182 sites, rassemblant quelque 362 000 étudiants.

Bulletin Quotidien - 21/12/2006

Le métier de comptable et la décentralisation

Le comptable du Trésor est en effet chargé du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses du secteur public local

La Revue du Trésor - 30/12/2006

Transferts des personnels TOS et des DDE : un premier bilan encourageant malgré des perspectives financières préoccupantes

L'Observatoire de la décentralisation du Sénat, présidé par M. Jean Puech, a confié à M. Eric Doligé, sénateur du Loiret, un rapport sur le transfert des personnels TOS et des DDE prévu par la loi n° 2004 809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

MONDE, EUROPE

PATRIMOINE

La valeur locative des bureaux occupés par l'Etat dépasse 300 millions d'euros

A compter du 1 janvier, chaque ministère devra verser aux Domaines un loyer pour les bureaux qu'il occupe. La Défense est le plus gros locataire de l'Etat, suivie de Bercy. Cette opération vérité sans précédent est une conséquence de la réforme budgétaire.

Les Echos - 26/12/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Quand le droit de préemption de la commune est détourné pour cause de discrimination raciale

En exerçant le droit de préemption après la signature d'une promesse de vente sur l'immeuble consentie à des personnes possédant un nom à consonance étrangère, le prévenu, adjoint au maire d'une commune, chargé de l'urbanisme, est poursuivi du chef de discrimination raciale, celle-ci consistant en un détournement du droit de préemption de la commune sur un immeuble.

La Semaine Juridique - 18/12/2006

CORRUPTION

Corruption : petits arrangements avec les élus locaux

La coopération politique et toutes les formes d'atteinte à la probité publique sont autant d'indicateurs d'une crise de la démocratie

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/12/2006

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

La société publique locale d'aménagement

La société publique locale d'aménagement est créée, par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement, pour permettre aux collectivités territoriales de concéder, sans publicité préalable, la réalisation d'opérations d'aménagement. Cependant, il n'est pas certain que le seul respect des dispositions légales suffise à caractériser une relation «in house». Il convient donc de rédiger des statuts qui accordent aux collectivités territoriales actionnaires des prérogatives particulières, il s'agit d'un exercice périlleux qui doit notamment tenir compte des risques de gestion de fait, voire d'éventuelles actions en responsabilité pour insuffisance d'actif

AJDA - 18/12/2006

COMPTES DE CAMPAGNE